

Les nouveaux habits du développement

Jean-Paul Rivière
journaliste

Le CCFD écrit en 2001 dans son numéro spécial 40 ans de Faim Développement Magazine : Le développement est toujours la finalité, le but à atteindre et l'idée qui inspire le combat quotidien des centaines de partenaires que le CCFD soutient à travers le monde. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le mot développement recèle des significations très diverses, selon ses utilisateurs et le contexte dans lequel il est employé. Certains détracteurs en contestent jusqu'à l'utilisation même dans le domaine des sciences sociales. Il est temps pour le CCFD de se réapproprier ce terme et de le vêtir d'habits neufs adaptés aux défis actuels. Ceux-ci ne sont rien de moins que le devenir durable de notre planète et de ses habitants.

L'article qui suit situe ces enjeux dans une perspective historique depuis la « naissance » du développement après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Les actions allant dans le sens d'un mieux-vivre pour les populations pauvres de la planète n'ont certes pas attendu cette période pour exister. C'est cependant au tournant du XX^e siècle que la terminologie s'est affirmée et a acquis sa dimension internationale.

De 1945 à 1960 Un vent d'optimisme

Le 20 janvier 1949, dans son discours d'investiture comme président des États-Unis, Harry Truman parle pour la première fois de développement afin de justifier l'aide aux pays les plus pauvres, qu'il nomme les « régions sous-développées ».

Cette intervention a valeur de symbole. Elle a lieu à une période charnière où la planète se relève de la Seconde Guerre mondiale. L'époque est marquée par le désir de reconstruction et de pacification des relations internationales. L'ONU (Organisation des Nations unies), créée en 1945, se veut l'instrument au service de ce nouvel ordre mondial. Les équilibres stratégiques en refondation se révèlent cependant lourds de menaces. La conférence de Yalta (Ukraine) vient d'avoir lieu (en février 1945) et le monde est désormais bipolaire : d'un côté l'Ouest capitaliste et libéral, de l'autre l'Est socialiste à économie planifiée. C'est le début de la guerre froide entre deux modèles antagonistes représentés par les États-Unis et l'URSS.

La période d'après-guerre, de 1945 au début des années 1960, est aussi celle de la décolonisation, fait majeur dans l'histoire des relations internationales au XX^e siècle. Après des décennies de soumission aux empires européens, de nombreux pays se libèrent de leur tutelle en proclamant leur indépendance. Ce faisant, ils acquièrent une certaine maîtrise sur leur devenir économique. Ces pays du *tiers monde* – un terme né de la plume du démographe français Alfred Sauvy en 1952 en référence aux deux *premiers mondes* représentés par les blocs de l'Ouest et de l'Est – se regroupent dans le mouvement des « non alignés », créé lors de la Conférence de Bandoeng (Indonésie) en 1955.

Un autre grand défi, celui de la démographie mondiale, apparaît avec acuité. La population de la planète est d'environ 2,5 milliards d'habitants en 1950 et les projections de l'époque annoncent déjà les 6 milliards d'êtres humains qui peuplent la terre en ce début de XXI^e siècle. La question du moment est : « Allons-nous pouvoir nourrir la planète ? » Elle se pose avec force aux « jeunes nations » décolonisées depuis peu.

Quatre années sur Le sens du développement

Cette première année 2007-2008, le thème d'animation sur *Le sens du développement* s'attache particulièrement à questionner les modes de développement, en recueillant notamment les paroles des partenaires du CCFD.

Sans être complètement arrêtées, les déclinaisons suivantes pourraient être proposées pour les années à venir autour du même thème général :

- > La responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques ;
- > Partager la richesse ;
- > La responsabilité politique et la gouvernance.

Les politiques à l'œuvre pour ces pays substituent l'économie du développement à la vieille économie coloniale. L'ambition, à laquelle chacun veut croire alors, est d'élever le niveau de vie de la population des pays du tiers monde afin qu'il se rapproche du modèle de société des pays les plus

riches. L'étape n° 1 consiste à vaincre la faim dans le monde.

À l'origine, la toute nouvelle économie du développement ne fait pas la distinction entre le développement économique et la croissance (cf. l'encadré « Développement et croissance économique »). L'optimisme prévaut ; il ne fait pas de doute que le sous-développement pourra être aboli rapidement. Les premières analyses considèrent que le manque de capitaux est le principal obstacle au développement. Les mesures prises s'orientent vers une aide publique inspirée du *plan Marshall* d'aide à la reconstruction de l'Europe après-guerre. Grâce à ce plan financé par les États-Unis, les pays occidentaux dévastés par le conflit avaient alors bénéficié de mannes importantes qui avaient permis leur décollage économique.

L'industrialisation des pays sous-développés est donc encouragée. Pour les partisans de la théorie de la modernisation, très en vogue dans les années 1950, les pays sous-développés le demeurent car ils sont incapables d'appliquer les politiques adéquates. Afin de réussir un développement similaire à celui des pays du Nord, ils doivent franchir certains stades de développement qui seraient les mêmes partout, comme le fait de passer d'une économie agricole et rurale à une économie industrielle et urbaine.

Assez vite cependant, certains chercheurs mettent en garde contre une vision trop exclusivement économi-

Le père Lebre et l'Irfed

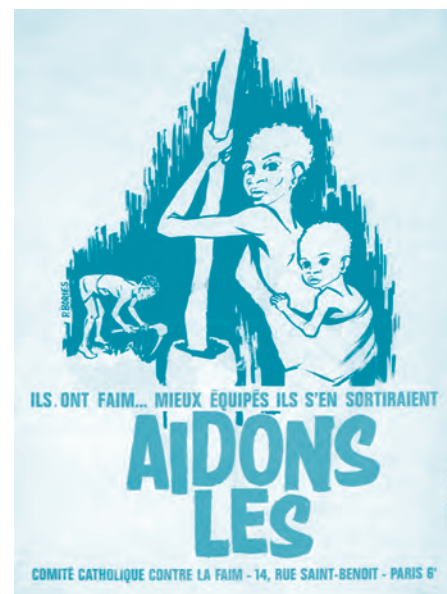
Dans les années 1930, affecté à Saint-Malo, ce prêtre dominicain avait mené une action sociale et syndicale de grande ampleur avec les marins-pêcheurs. Il l'avait accompagnée d'enquêtes participatives qui l'ont conduit à mener ensuite une activité de recherche, d'abord en France puis en Europe et en Amérique latine après guerre. Le père Lebre fonde en 1958 l'Irfed (Institut international de recherche et de formation éducation et développement, devenu depuis Centre international Lebre-Irfed) qui est un outil de promotion d'un développement global des peuples des pays sous-développés (cf. l'encadré « L'homme au centre du développement »).

que du développement. Ils considèrent certes que la croissance est nécessaire au décollage économique d'un pays. Ils ajoutent, cependant, qu'une politique bien pensée doit s'attacher également à réduire les inégalités, à satisfaire les besoins fondamentaux, etc., bref à prendre en compte des considérations plus globales touchant au bien-être des personnes et des groupes sociaux. Pour des précurseurs comme François Perroux, la personne, dans toutes ses dimensions, doit être replacée au centre de l'économie et du développement (cf. l'encadré « L'homme au cen-

tre du développement »). Il explique notamment comment des facteurs extra-économiques expliquent les retards structurels des nations tout juste sorties de la colonisation.

À la suite de François Perroux, le père Louis-Joseph Lebre est le promoteur de la pensée chrétienne du développement qui irrigue certains milieux catholiques au cours des années 1950. Celle-ci est l'héritage de la doctrine sociale de l'Église née avec l'encyclique *Rerum novarum* en 1891, premier pas à destination du monde ouvrier. Dans l'entre-deux-guerres, un mouvement d'éducation populaire comme *Le Sillon*, de Marc Sangnier, se donnait comme objectif de réconcilier les classes laborieuses avec l'Église et la République. La plupart des mouvements d'Action catholique qui fonderont plus tard le CCFD sont nés à la même époque et ont formé une pépinière de militants attentifs aux réalités du monde qui les entourent, selon la démarche du *voir-juger-agir*.

1963



Après guerre, l'une des exigences premières de ces chrétiens progressistes est le maintien de la paix mondiale. L'un des facteurs potentiels de déséquilibre, donc de guerre, qu'ils identifient est « l'existence permanente d'un déséquilibre profond entre pays riches et pays pauvres ». Pour ces chrétiens, l'enjeu du développement ne fait pas de doute, représenté dans un premier temps par l'urgence du combat contre la faim. Le père Lebre est leur théoricien.

Développement et croissance économique

Le développement, en biologie, désigne les mécanismes ayant cours pendant la croissance des êtres vivants. C'est par analogie avec cette définition que le mot a fait son apparition au milieu du XX^e siècle dans le domaine des sciences sociales.

Dans l'immédiat après-guerre, **le développement** est entendu comme l'ensemble des mutations positives rencontrées par un pays ou une région du monde. Cette transformation nécessite la création de richesses qui est synonyme de progrès. Elle est basée sur **la croissance économique** qui est, selon une définition communément admise : *L'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume*. En pratique, l'indicateur utilisé pour la mesurer est le **PIB (Produit intérieur brut)**. Celui-ci présente la valeur totale de la production interne de biens et services marchands dans un pays donné au cours d'une année donnée. Le taux de croissance mesuré est le taux de variation du PIB.

Le développement ainsi entendu est avant tout un **développement économique**. La croissance en est le pivot même si, très vite, pour les chercheurs, les deux termes ne se confondent pas.

L'homme au centre du développement

Le **développement humain** naît en contestation du développement économique, sous l'égide, entre autres, de François Perroux et du père Louis-Joseph Lebret. Pour ces chercheurs, l'homme en tant que personne et qu'acteur social, est reconnu comme centre d'intérêt principal du développement. Celui-ci doit intégrer les désirs multiples des peuples. La croissance demeure nécessaire mais elle ne saurait être le seul critère pour mesurer le développement. La notion de **développement intégral** est parfois évoquée pour décrire l'intention : il s'agit de développer *tout l'homme et tous les hommes*.

Pour François Perroux, le développement est *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global*.

L'Iréd du père Lebret donne sa propre définition du développement : *La série de passages, pour une population déterminée et pour les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de la solidarité entre les fractions de la population nationale et de la solidarité entre les nations*.

L'**IDH (Indicateur de développement humain)** rend compte de ces considérations. Son calcul s'appuie sur trois données principales parmi d'autres pour chaque pays : le niveau de vie mesuré par le PIB, le niveau d'éducation évalué grâce au taux d'alphabétisation des plus de 15 ans et la santé dont l'état est estimé par l'espérance de vie à la naissance.

De 1960 à 1975 Apogée du Nord et dépendance du Sud

Les années 1960 et le début des années 1970 sont celles de l'apogée des *Trente Glorieuses* pour les pays industrialisés capitalistes : années de croissance ininterrompue et de plein-emploi, avant la crise du pétrole qui y met fin en 1973. Certains refusent, en Occident même, le modèle de consommation rattaché à ce développement ; Mai 1968 est le symbole de cette contestation. Au plan international, la guerre froide connaît un paroxysme avec l'affaire de la baie des Cochons, à Cuba en 1961. Au cours de cet épisode, le gouvernement américain tente de faire débarquer 1 400 opposants au régime de Fidel Castro afin de renverser son régime allié à l'URSS ; la tentative échoue.

Les pays sous-développés, quant à eux, restent à l'écart de tout réel décollage économique. L'économie du développement est marquée par les théories de la dépendance. Celles-ci soutiennent que le sous-développement des pays du tiers monde s'explique par leur mise en dépendance continue et structurelle en matière économique. Le développement des pays du Nord repose sur le pillage des

ressources naturelles et sur les cultures de rente qu'ils continuent d'imposer à leurs anciennes colonies.

C'est aussi la naissance de l'idée de développement local. Au Sud, un développement pris en charge par des pouvoirs locaux est jugé nécessaire pour s'opposer à la dépendance imposée de l'extérieur. Sur ce modèle, les promoteurs du développement local en France se font les chantres de politiques territoriales qui aboutiront quelques années plus tard aux lois de décentralisation.



1967

Les théories prenant acte de la dépendance du tiers monde diffusent jusque dans les milieux catholiques. En 1967, le pape Paul VI signe l'encyclique *Populorum progressio* qui fait date parmi les textes du magistère romain. Ce texte innove : tout en prenant de la distance par rapport au discours social antérieur, très axé sur les sociétés industrielles, il met en avant l'exigence du développement des pays du Sud. Une phrase résume cette mutation : *La question sociale est devenue mondiale*. Le père Lebret a largement appuyé la rédaction de ce texte historique dans lequel le développement est conçu comme le passage *d'une situation moins humaine à une situation plus humaine*, dans une période de renouveau de l'Église universelle à la sortie du Concile Vatican II.

1966



En France, la préoccupation des catholiques pour le développement des peuples s'incarne depuis 1961 dans le Comité catholique contre la faim, devenu CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) en 1964. Pour l'organisation non gouvernementale (ONG) naissante, fondée sur le terreau de l'Action catholique, un maître mot est que le développement des peuples ne se fera pas sans eux, d'où l'invention des relations de partenariat qui constitueront dès le départ la sève des mobilisations du CCFD.

De 1975 à 1990 La crise de la dette et la décennie perdue

Une troisième période est celle allant de la fin des années 1970 au début des années 1990. La crise pétrolière met fin aux *Trente Glorieuses*. Les pays développés du Nord connaissent désormais un chômage structurel et la quasi-absence de croissance. Dans le même temps, le bloc socialiste vit ses dernières années et s'effondre symboliquement avec le Mur de Berlin en 1989.

Les pays du tiers monde s'endettent massivement afin de réaliser des infrastructures propres à assurer leur décollage industriel. Le choc pétrolier de 1973 accentue cet endettement. À cause de la hausse vertigineuse des prix de l'or noir, les pays arabes producteurs s'enrichissent considérablement et confient l'argent généré à des banques occidentales, lesquelles les prêtent massivement aux pays du tiers monde. Une décennie plus tard, de nombreux pays endettés se voient dans l'incapacité de rembourser les sommes dues. Des crises majeures de la dette apparaissent, la première d'entre elles ayant lieu au Mexique en 1982.

Les années 1980 sont nommées *la décennie perdue du développement*. Confrontés à la possibilité de perdre leurs fonds, les créanciers des pays pauvres imposent la mise en œuvre de plans d'ajustement structurel, sous l'égide du FMI (Fonds monétaire international). Ceux-ci font la part belle à des mesures d'inspiration néolibérale : discipline budgétaire, orientation des dépenses publiques vers la

croissance économique, baisse des impôts, libéralisation des marchés financiers et du commerce, privatisation, déréglementation, etc.

Ces mesures sont regroupées en 1989 au sein du Consensus de Washington. Elles sont en fait loin d'être consensuelles tant leurs effets sont radicaux chez les populations concernées. Les dépenses publiques d'éducation et de santé sont les premières à pâtir de ces remèdes de cheval visant avant tout à donner toute la puissance aux mécanismes du marché. Ces prescriptions bénéficient de la crise idéologique née de l'effondrement du système communiste soviétique. Désormais, il ne demeure plus qu'un seul modèle à l'échelle de la planète : celui du libéralisme économique. Malgré les réflexions critiques des années 1970, le point de vue occidental continue donc de s'imposer. Les intérêts financiers placés au premier plan génèrent un déséquilibre patent entre les plus riches et les plus pauvres.

Le développement, tel qu'il a été pensé au sortir de la guerre, est battu en brèche. Le terme n'est d'ailleurs plus guère utilisé, de même que celui de tiers monde ou de pays sous-développés, désormais appelés de façon neutre *pays du Sud*. Les actions *humanitaires* comptent à l'époque plus que les théories, à l'image de la mobilisation massive pour l'Éthiopie au milieu des années 1980. C'est à cette époque que quelques pays de l'Extrême-Orient, les *Dragons asiatiques* (Corée du Sud, Hongkong, Singapour

1988



et Taïwan), connaissent une industrialisation massive et une hausse du niveau de vie de leur population : ce qu'on aurait nommé à une autre époque du développement.

L'encyclique *Sollicitudo rei socialis* est publiée en 1987 à l'occasion des vingt ans de *Populorum progressio*. Le pape Jean-Paul II y dresse le constat alarmant du fossé qui s'élargit entre riches et pauvres dans le monde. Les grands espoirs des premières années du développement sont évanouis. Le texte affirme sans détour l'option préférentielle pour les pauvres. Il appelle les chrétiens à la conversion en ces termes : *La solidarité est sans aucun doute une vertu chrétienne*. Ce message papal est bien reçu au CCFD, dont l'action est contestée dans le même temps par certains milieux conservateurs.

De 1990 à nos jours L'avenir de la planète en question

Depuis le tournant du siècle, le mot *mondialisation* s'impose pour décrire les interdépendances multiples des sociétés à l'échelle planétaire. Celle-ci a d'abord été caractérisée par l'internationalisation des seuls flux financiers et commerciaux. Elle se double aujourd'hui d'une mondialisation sociale et culturelle. L'Internet en est un fil conducteur qui permet à des habitants de contrées éloignées de communiquer entre eux dans l'instant et à faible coût.

Cette mondialisation est donc multiforme. Les mouvements contestataires, instigateurs des Forums sociaux mondiaux, ont très vite abandonné son rejet pur et simple (*l'antimondialisation*). Ils lui préfèrent désormais le terme d'*altermondialisation* qui caractérise mieux leurs souhaits, résumés dans le slogan : *Un autre monde est possible*. Ces mouvements posent en particulier la question de la gouvernance mondiale que l'internationalisation des enjeux rend plus que jamais nécessaire.

L'autre défi de ce début de millénaire tient à la prise de conscience de l'impossibilité pour nos modes de vie de perdurer sur le long terme. Cette crise de la durabilité est sociale et environnementale.



TOUS...

RESPONSABLES ET SOLIDAIRES DE TOUS

"Le développement est le nouveau nom de la paix."

Paul VI

Populorum Progressio



"La paix est le fruit de la justice et de la solidarité"

Jean-Paul II

Sollicitudo Rei Socialis

© 1998 CARTEGRAPHIE DE LA MONTAGNE ET DU DÉVELOPPEMENT CCFD 11 RUE WALLAETERE 75013 PARIS FRANCE

1989>1992

Le monde actuel est caractérisé par la persistance d'inégalités entre pays et à l'intérieur des pays eux-mêmes. Celles-ci sont inhérentes à un système qui, pour enrichir une minorité, a besoin d'appauvrir le plus grand nombre. 1,2 milliard d'êtres humains

vivent avec l'équivalent de moins de un dollar par jour. Les frustrations sont grandes dans certaines régions du monde, comme l'Afrique subsaharienne, à l'égard d'un Occident qui promet le développement depuis des décennies sans jamais en créer

les conditions. *A contrario*, certains grands pays du Sud, comme la Chine, l'Inde, voire le Brésil, connaissent un développement inédit construit sur une croissance élevée, des bases industrielles nouvelles mais aussi de fortes inégalités.

Développement durable et décroissance soutenable

Le concept de **développement durable** est utilisé pour la première fois en 1987 dans le Rapport de Mme Gro Harlem Brundtland, ex-premier ministre de Norvège, commandé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Il est entendu comme *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs*. L'appellation **développement soutenable** est parfois utilisée, en référence à la définition anglaise de **sustainable development**.

Un indicateur pouvant être associé au développement durable est l'**empreinte écologique** qui permet de donner un aperçu de l'impact des activités humaines sur l'écosystème de la planète. Cet indicateur traduit la production et la consommation de biens en équivalent-surface. Le calcul de l'empreinte écologique permet de constater que la planète serait trop petite pour subvenir aux besoins de ses habitants s'ils avaient tous le mode de vie des populations des pays industrialisés.

Cet indicateur est aussi l'un des arguments des partisans de la **décroissance soutenable** pour promouvoir leur thèse. Celle-ci s'appuie sur les recherches de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen qui a créé la bioéconomie en adaptant

la loi physique de l'entropie à la vie économique. La **loi d'entropie** constate la dégradation inéluctable, suite à leur usage, des ressources naturelles de l'humanité. Elle est en contradiction avec la croissance matérielle sans limites au cœur des discours et des pratiques économiques dominants.

Pour les partisans de la décroissance, il s'agit de se préparer à la raréfaction des ressources naturelles en changeant nos modes de vie individuels et collectifs. Ils pensent qu'il est nécessaire de construire des sociétés privilégiant la proximité et le recours moindre à l'économie marchande. Les concepts de **simplicité volontaire** et de **sobriété heureuse** rendent compte de cet idéal de vie où le recours moindre à l'argent, la qualité des relations de proximité et les comportements écologiques sont rois.

Certains militants de la décroissance sont très critiques à l'égard du terme même de développement qui, selon eux, est lié dans tous les cas à la croissance économique qu'ils récuse. Ces partisans du **post-développement** ou de **l'après-développement** pensent qu'il est temps de passer à une nouvelle ère historique où le concept de développement serait dépassé.

Sur le plan environnemental, la crise est énergétique – nous aurons bientôt consommé la moitié des réserves connues de pétrole – et climatique – les rejets de gaz à effet de serre ont une conséquence désormais avérée sur le réchauffement de la planète. Impossible de généraliser le mode de vie des pays développés à l'échelle du monde car une planète n'y suffirait pas, ce que démontre l'indicateur d'empreinte écologique (cf. l'encadré « Développement durable et décroissance soutenable »).

Le développement durable, concept proposé dès 1987 dans le rapport Brundtland (cf. l'encadré « Développement durable et décroissance soutenable »), se propose de concilier développement économique, progrès social et préoccupation écologique. Certains acteurs – de grandes entreprises transnationales notamment – ont tendance à transformer ce concept en un habillage écologique destiné à masquer des pratiques contraires à son esprit même. Par ailleurs, d'autres voix réfutent le principe admis depuis plus de 50 ans d'un développement reposant sur la croissance économique. Ils proposent en lieu et place le concept de *décroissance soutenable*. Pour eux, il s'agit de faire la promotion de nouveaux modes de vie où *la simplicité volontaire* se substitue à l'accumulation effrénée de biens de consommation. Ce concept novateur interroge des schémas de pensée établis depuis des décennies (cf. l'encadré « Développement durable et décroissance soutenable »). Il trouve ses limites notamment dans le fait qu'il est essentiellement pensé au Nord et qu'il ne constitue pas un modèle collectif organisé.

Le développement durable entendu dans son sens initial – enrichi par le principe de *la simplicité volontaire* – amène à se poser la question du



1992

legs confié à nos descendants. Le contexte de mondialisation oblige à une interrogation globale, planétaire. Autrement dit, la terre ne nous appartient pas. Elle est la propriété de ceux qui nous succéderont mais les solutions pour la leur laisser dans un état satisfaisant nous appartiennent aujourd'hui et concernent nos propres modes de vie. Ces choix de vie, il revient à chacun des habitants de cette planète, dans ses choix personnels et collectifs, de les modifier dans la perspective d'un avenir durable à construire dès aujourd'hui. Certains milieux d'Église, dont plusieurs mouvements composant le CCFD, ont bien compris cette nécessité en engageant en leur sein la réflexion sur la mondialisation, le développement durable, voire la décroissance soutenable et la simplicité volontaire. Le CCFD lui-même s'intéresse à des réflexions comme celle présentée par Patrick Viveret dans son rapport *Reconsidérer la richesse*, destiné au secrétaire d'État à l'économie solidaire en 2002. Cette étude propose des manières différentes de penser la richesse dans lesquelles une place importante est accordée à des activités hors du champ économique et monétaire.

Le CCFD est, depuis 2001, très engagé dans la dynamique des Forums sociaux, aux côtés de ses partenaires. L'initiative des premières rencontres de Porto Alegre (Brésil) revient pour une large part à plusieurs de ses partenaires brésiliens. Depuis lors, le CCFD n'a cessé de favoriser la participation d'acteurs de la société civile de tous les continents à ces rencontres internationales. Il entend permettre ainsi la création de réseaux internationaux de solidarité pour un développement pensé et maîtrisé par les populations elles-mêmes. Ce faisant, il prend lui-même position clairement pour des alternatives aux principes actuels dominants du développement. En septembre 2000, les États membres de l'ONU se sont mis d'accord sur huit Objectifs du millénaire pour le développement à atteindre d'ici 2015. À mi-parcours, ces objectifs sont encore loin d'être atteints.

Aujourd'hui, au-delà des débats théoriques sur le développement, c'est l'avenir commun des êtres humains sur la planète que pose tout débat autour de ce mot si riche de sens. L'intuition des fondateurs du CCFD, à l'égal du père Lebret, de centrer les regards sur le devenir de l'homme dans toutes ses dimensions reste d'actualité. Tout comme la nécessité de donner la parole aux acteurs sociaux des pays du Sud et de l'Est, partenaires du CCFD pour un meilleur *vivre ensemble* dans leurs pays respectifs et à l'échelle de la planète.

Affiche notoriété 2006

